



**Le Premier Ministre à Brest
Le 18 décembre 2014**

Toutes les raisons de se mobiliser

Il y a un an, le Premier Ministre signait, avec le Préfet et le Président de Région, le Pacte d'Avenir pour la Bretagne.

Construit dans une période mouvementée, le Pacte devait permettre de mettre un terme à la crise sociale qui frappait notre région.

Rassemblant l'ensemble des politiques publiques en Bretagne, le Pacte d'Avenir doit permettre d'orienter les aides publiques (européennes, nationales, régionales...) pour développer l'industrie, l'économie et l'emploi dans notre région.

Un an après, nous ne pouvons que constater que la casse industrielle s'est poursuivie avec des licenciements en augmentant la désertification de secteurs de notre région.

Le Premier Ministre est à Brest le 18 décembre pour saluer ce premier anniversaire. Durant cette période, il a pris, avec le Président de la République, des mesures pour « réformer » la France en tentant de la modeler à l'image de « l'entreprise » pour la plus grande satisfaction du patronat et particulièrement le Medef.

Le Pacte de Responsabilité en est la principale illustration en offrant 40 milliards d'€ aux entreprises sans contrepartie pour une véritable efficacité sur l'emploi et l'économie.

Les annonces du Ministre Macron, au nom de la « modernisation de l'économie », visent à rogner sur les garanties collectives pour baisser le coût du travail et fragiliser les droits des salariés.

Pour l'intérêt premier du grand patronat, ces mesures d'austérité ont comme conséquences de réduire les moyens de l'action publique, des services publics, de réduire la capacité industrielle de la France et de la région, en augmentant le nombre de salariés sans emploi et en développant la précarité.

Ces mesures ont fait la preuve de leur inefficacité sociale depuis des années et sont les maux de la situation de « crise humaine » qui devient un mode de gestion permanent et au nom de laquelle on impose aux salariés, aux retraités et aux demandeurs d'emploi des sacrifices.

Le Gouvernement doit mesurer l'importance de la détresse sociale pour réorienter sa politique pour un développement humain durable.

Les politiques publiques doivent permettre la ré-industrialisation de notre région qui permette d'assurer aux salariés d'être au cœur des transitions.

Les évolutions industrielles doivent s'accompagner de moyens pour renforcer la capacité des salariés à être au cœur de ces enjeux par une véritable sécurité sociale professionnelle tout au long de la vie au travail.

L'anticipation doit permettre aux salariés d'être les acteurs de leur vie et nécessite des droits nouveaux pour permettre aux représentants des salariés d'avoir les informations et éviter les recours systématiques aux licenciements comme mode de gestion sociale.

La stabilité de l'emploi est un moyen de développement de l'économie, ainsi que le pouvoir d'achat, de bonnes conditions de travail et une bonne santé.

La Cgt agit au quotidien, sur les lieux de travail, pour porter les revendications des salariés. Elles sont nécessaires pour l'amélioration de la vie au travail, autant que pour relancer la croissance.

La Cgt agit également pour proposer des mesures qui articulent le mieux être au travail et le développement de l'économie.

En se rassemblant, les salariés représentent une force qui doit s'imposer dans l'entreprise et dans la rue.

Le 12 décembre 2014

Le 18 décembre, la Cgt appelle les salariés, les retraités et les demandeurs d'emploi à se rassembler lors de la venue du Premier Ministre pour faire exprimer leur ras-le-bol et faire entendre leurs exigences.

**Rendez-vous devant Océanopolis
jeudi 18 décembre à 10h00**